

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, pendant cette campagne référendaire, j'ai l'occasion d'aller au Québec et partout, on retrouve des affiches souverainistes qui nous présentent des possibilités par l'entremise de symboles.

Je ne comprends pas ces publicités.

Par exemple, une affiche semble véhiculer le message que si les Québécois votent oui, la paix devient possible; mais nous avons déjà la paix. Votez non et ça devient certain.

La monnaie canadienne: les affiches disent «Votez oui, et ça devient possible»; mais votez non et ça devient certain.

L'union économique: «Votez oui et ça devient possible»; votez non et ça devient certain.

L'ALENA: «Votez oui et ça devient possible»; votez non et ça devient certain.

Pourquoi échanger des certitudes pour des possibilités? Cela reste aux Québécois de décider, et ainsi, de vivre avec les conséquences.

* * *

LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface, Lib.): Monsieur le Président, nous ne sommes plus qu'à quelques jours du référendum. Bientôt, les Québécois et les Québécoises auront à décider s'ils veulent quitter le Canada, oui ou non.

Avant qu'ils ne prennent leur décision, ils doivent savoir que les Canadiens et les Canadiennes des autres provinces ne veulent pas que le Québec se sépare. Le Québec est plus qu'une simple province parmi les autres. Le Québec est la source même de notre histoire, de notre culture, de notre identité.

Que ce soit par ses politiciens, ses penseurs, ses journalistes, ses artistes, ses sportifs, ses entrepreneurs, ses syndicalistes, le Québec n'a jamais cessé d'être intimement associé au développement du Canada.

Le 30 octobre prochain, le Québec dira non à la rupture et décidera de poursuivre sa prodigieuse aventure avec ses partenaires canadiens et continuera de façonner cette société qui fait l'envie de tous les peuples de la terre.

* * *

LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC

M. Stéphane Bergeron (Verchères, BQ): Monsieur le Président, sur la chaîne de télévision américaine CNN, le président français M. Jacques Chirac a réitéré, hier, l'intention de la France de reconnaître le Québec comme nouvel État, si le oui l'emporte au référendum, lundi prochain.

Ces déclarations du président français se situent en droite ligne avec celle qu'il faisait, le 26 janvier dernier, alors qu'il était candidat à la présidence et je cite: «Dans l'hypothèse où les Québécois prendraient la décision d'accéder à la souveraineté, la France devrait être, sans aucun doute, au premier rang de ceux qui diront au Québec que nous marchons avec lui.»

Questions orales

Il ne fait pas de doute que si les Québécoises et les Québécois optent pour le oui, le 30 octobre prochain, la communauté internationale, la France au premier rang, en prendra acte et reconnaîtra le Québec. Cette reconnaissance se fera dès que l'Assemblée nationale, après avoir formellement et de bonne foi offert un nouveau partenariat au Canada, aura proclamé la souveraineté du Québec.

* * *

LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

Mme Pierrette Ringuette-Maltais (Madawaska-Victoria, Lib.): Monsieur le Président, à la veille du prochain référendum, j'aimerais vous citer cette phrase qui résume, selon moi, très bien ce que pensent une majorité de Québécois et Québécoises de notre pays, le Canada.

Voici la citation: «Je suis de ceux qui croient que le Canada, ce n'est pas rien que des échecs. On n'a pas vécu ensemble pendant 125 ans pour ne faire que des erreurs. Et l'une des grandes réussites canadiennes, c'est qu'on s'est soucié des démunis et qu'on a essayé de partager la richesse. On a créé des programmes sociaux qui comptent parmi les meilleurs au monde. Et ça, il faut le préserver.»

Cette citation très fédéraliste est le fruit des réflexions de nul autre que le chef du Bloc québécois, le 18 juin 1993.

• (1415)

Les Québécois et les Québécoises connaissent bien les mérites et les avantages du Canada. Le 30 octobre, ils choisiront d'y rester et ils voteront non.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre Clyde Wells, de Terre-Neuve, a fait son entrée en campagne référendaire pour mettre les pendules à l'heure chez les tenants du non. Il n'est pas question d'accepter que le Québec se fasse reconnaître constitutionnellement un statut de société distincte. Tandis que le ministre des Finances, lui, pour sa part, a déclaré ce matin qu'il fallait enchâsser dans la Constitution la clause de la société distincte.

Monsieur le Président, vous aurez compris que ma question s'adresse au ministre des Finances. Pourrait-il nous dire quelle est la position du gouvernement au sujet de la société distincte? Est-ce que c'est celle qu'il exprimait en tant que ministre des Finances ce matin, ou est-ce que c'est celle qu'il exprimait hier M. Clyde Wells, qui a une position, on le sait, très proche de celle du premier ministre?

L'hon. Lucienne Robillard (ministre du Travail, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, notre position est très claire. Nous avons toujours dit, et le premier ministre lui-même l'a dit qu'il avait appuyé dans le passé la notion de société distincte, qu'il l'appuie aujourd'hui et qu'il est prêt à l'appuyer demain. Le premier ministre du Canada lui-même a